

## De Bruxelles au G20 : une démocratie en trompe-l'œil<sup>1</sup>

Dans notre discret royaume sans exécutif, élevé pour six mois à la présidence de l'Union européenne, l'informateur Bart De Wever, passé, dans la presse, du rôle de grand méchant loup à celui d'homme d'Etat responsable, a clôturé le bal des premières consultations. Avant de passer, sans doute, la main à Elio Di Rupo, possible formateur, et spécialiste de la valse-hésitation qui pour l'heure semble porter un masque de cire. Tout ne serait pas réglé comme du papier à musique ? De toute manière, le marathon de l'été peut commencer. Avec peut-être un gouvernement en septembre. Sur quelles bases ? Mystère. C'est, comme de coutume, le temps de la langue de bois, façonnée dans l'ébène. Bien dure. « L'important n'est pas savoir avec qui gouverner mais pour quoi faire ». Du gros bon sens populaire ? Circulez, bon peuple, il n'y a rien à voir. Comme si le pari était fait que le temps des vacances, la chaleur estivale et la pléthore de festivals anesthésient les consciences. Confortable. Mais ce diagnostic, hélas, peut-être tiré depuis belle lurette. Il n'est pas nécessaire de fréquenter le café du commerce pour vérifier à quel point le fossé se creuse entre des citoyens de plus en plus privés des attributs de la citoyenneté et le monde fermé de la politique gestionnaire. Le même constat revêt une dimension européenne. Mais en vérité ? Le 5 juillet, Le Soir éditorialisait justement « Ainsi donc, les Belges ne s'intéresseraient plus à la chose publique (C'est) comme si le temps politique qui s'est écoulé publiquement depuis le scrutin – ce cortège de non-événement et de banalités – n'était qu'un gigantesque trompe-l'œil destiné à faire patienter le 'bon peuple' (...) à force de négocier à l'abri des regards, le monde politique contribue pour beaucoup à la confiscation du débat démocratique par le plus petit nombre. »

Il serait pourtant erroné de considérer que l'électorat ne s'exprime pas. Fut-ce avec les pieds. Et il faut bien en tenir compte dans les états-majors partisans où il reste de bon ton de répéter comme une antienne qu'« il faut d'abord donner la priorité aux vrais problèmes des gens ». Cela dit, chacun se régale des habituels jeux politiques. Que ce leitmotiv vienne à la fois de la droite et de la gauche ne rassurera personne. Tous s'accordent sur les priorités, les mêmes qui reviennent en boucle chaque lendemain d'élections : la situation socio-économique, la réforme de l'Etat... Classique et creux. Et surtout, il n'est pas (encore ?) de saison d'y mettre un contenu digne d'être rendu public. Sauf que... Sauf que resurgissent les vieux démons : lourdes économies budgétaires dans le secteur public, recul de l'âge de la retraite, limitations des allocations de chômage, manipulation de l'index... pour atteindre l'objectif déclaré : 3% de déficit par rapport au PIB – contre 4,8% actuellement, en 2012. L'équilibre en 2015. Saignant ? On évoque des rapprochements entre NV-A et PS dans le socio-économique. Après tout, la ligne est dictée dans les instances européennes. Nous y reviendrons.

### Une présidence libérale ?

Le leader de la NVA pas plus que le président du PS n'ont – et c'est éclairant - rien trouvé à redire aux propos du Premier ministre sortant Yves Leterme : l'approche belge de la présidence tournante de l'Union européenne sera de mettre en œuvre le traité de Lisbonne « à la lettre et dans l'esprit ». Un traité, comme on le sait, d'essence ultralibérale. Devant le Parlement européen, Leterme a égrené les priorités du Royaume pour l'UE : le binôme croissance-emploi, l'économie verte et l'écologie, ainsi que la sécurité et la liberté. Là encore, rien de nouveau sous le soleil. La croissance et l'emploi sont bridés par le Pacte de stabilité. L'environnement ? Cité pour mémoire, toute avancée en la matière étant rendue d'avance inopérante par la soumission aux lois du marché. Quant aux libertés, elles ont été écornées par le tout-sécuritaire.

La présidence belge aura lieu durant la phase la plus intense de la crise financière, économique et culturelle de l'Union européenne. Dans le cadre du capitalisme globalisé et de ses exigences. Le récent sommet du G 20 a été le reflet de l'inaction politique absurde et de l'incapacité des gouvernements participants à aboutir à un changement.

---

<sup>1</sup> par MAURICE MAGIS, chargé de communication de l'ACJJ – juillet 2010.

C'est dans ce contexte que la Belgique entend bien justifier son image de bon élève de l'Europe. Mais de cela, on ne parle pas dans les palabres actuelles, du moins en public.

Les élections ont pourtant montré de tout autres exigences de la population. Ainsi, le score élevé du Parti socialiste s'éclaire de deux manières. Certes, il est apparu comme une sorte de rempart contre les surenchères séparatistes flamandes – parfois médiatiquement et politiquement gonflées. Mais il ne faut pas mésestimer « l'effet crise » en général et les menaces sur la sécu en particulier. Le PS reste, au moins dans l'esprit des gens, le garant des acquis sociaux. Espérance bien fragile. Or on ne peut ignorer que l'on a parallèlement enregistré, surtout dans la partie francophone du pays, un net recul du libéralisme et de ses recettes.

Ces deux faits politiques reflètent le rejet grandissant de politiques d'austérité aussi injustes qu'inefficaces. En parallèle les mobilisations sociales se multiplient et se renforcent. C'est que, on l'a vu lors du récent G20<sup>2</sup>, les mesures de traitement de la crise envisagées par les grandes puissances et les pays émergents alimentent les oppositions. L'appétit des marchés financiers s'accorde bien mal avec l'intérêt des peuples.

### Un G20 pour rien

Le quatrième G20, qui s'est tenu à Toronto à la fin juin n'a certes pas été – c'est peu dire - à la mesure des enjeux alors que la crise économique et financière internationale continue de s'approfondir. Sur la question de la sortie de crise, les gouvernements des grands pays industrialisés se sont divisés. Le président américain, Barack Obama – qui a engagé aux Etats-Unis de vastes réformes des marchés financiers - a écrit une lettre à ses collègues européens pour leur demander de soutenir la croissance et de ne pas mener des politiques de « consolidation des finances publiques » trop restrictives. Les Européens, emmenés par le gouvernement allemand de Mme Merkel, avaient anticipé en claironnant qu'ils ne renonceraient pas aux politiques d'austérité au risque d'entraîner l'Union européenne dans la déflation, soit une spirale de baisse des prix débouchant sur un repli des salaires.

Seconde question : la réforme de la finance internationale. Mais l'annonce faite quinze mois plus tôt à Londres de « créer un nouvel ordre économique mondial » a fait « plouf ». D'ailleurs, pas plus qu'en Europe où le chantier de la régulation un moment promis est pratiquement au point mort<sup>3</sup>, aucune des réformes évoquées à l'époque n'a abouti, comme par exemple la maîtrise promise des fonds spéculatifs (hedge funds) et des produits financiers pourris.

Les jeux spéculatifs autour de la dette publique grecque – qui a contraint le gouvernement socialiste à une terrible purge sociale - et sur l'euro depuis des mois démontrent que les hedge funds et d'autres instruments pervers continuent d'agir à leur guise. Quant à l'engagement de mettre au pas les paradis fiscaux en les sériant entre les « bons » et « les autres », c'était de la poudre aux yeux. A titre d'exemple, Monaco serait au-dessus de tout reproche parce que la principauté a signé quelques engagements sur l'échange d'informations financières... dont une partie avec d'autres paradis fiscaux !

Enfin, il faut se rappeler que le Fonds monétaire international (FMI) avait promis des propositions sur la taxation des transactions financières. Trop compliqué, impraticable, ont conclu les experts du FMI Et les principaux membres du G20 ont abondé dans ce sens. C'est qu'il faut « rassurer les marchés ». Pas les peuples, priés de payer les pots cassés.

---

<sup>2</sup> Le G20 regroupe les pays du G8 (Allemagne, Canada, France, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie), onze pays émergents (Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Turquie) et l'Union européenne.

<sup>3</sup> Les eurodéputés ont décidé, mardi 6 juillet à Strasbourg, de reporter leur vote sur la refonte de la supervision financière : le Parlement européen souhaite, contre l'avis des capitales, muscler les pouvoirs des différentes agences européennes chargées dans l'avenir de contrôler les banques, les compagnies d'assurance et les marchés boursiers. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France, notamment, ont forgé en décembre un compromis boiteux contesté par le Parlement européen. Depuis lors, les choses patinent.

## Réguler ? « Le serpent de mer »

« Comme en 2008 à Londres puis en 2009 à Pittsburgh, les discussions du G20 réuni à Toronto ont tourné autour de la sortie de crise. Mais d'une sortie capitaliste de la crise, favorable aux créanciers et aux grandes puissances. Véritable serpent de mer depuis deux ans, le thème de la réglementation financière mondiale n'a, sans surprise, mené à rien de tangible. Devant les opinions publiques, qui paient très cher les effets de cette crise dans le déclenchement de laquelle elles n'ont aucune responsabilité, les gouvernements font comme s'ils souhaitaient s'inviter dans une redéfinition des règles du jeu mondial alors que depuis des décennies, ils œuvrent en fait pour l'abandon de toute règle protégeant les peuples (...) La crise actuelle et les plans de sauvetage des banques ont démultiplié les dettes publiques des pays du Nord. L'ouragan d'austérité qui s'abat sur les pays européens organise de drastiques réductions des dépenses publiques tout en préservant les revenus du capital<sup>4</sup>. »

Le document final adopté est d'ailleurs sans équivoque. Les grands pays du Nord et les principales économies émergentes ont ainsi validé le recours à l'orthodoxie budgétaire en évoquant l'engagement des « économies développées » à « réduire de moitié leur déficit public d'ici trois ans » et à faire diminuer leur dette rapportée au produit intérieur brut (PIB) « d'ici à 2016 ». On est là dans la ligne de conduite prônée obstinément par la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Et déjà d'application aux quatre coins de l'Europe. En Grèce, bien sûr. Mais aussi en Espagne, au Portugal, en Italie, en Allemagne, au Royaume-Uni, en France, aux Pays-Bas, en Roumanie, en Hongrie...et en Belgique.

Le 6 juin, le président de la Commission, José Manuel Barroso, a redéfini le bucher sur lequel il entendait griller les conquêtes sociales. Il avait déjà évoqué l'idée de soumettre les projets de budgets nationaux aux « pairs » et d'un système de sanctions « préventives » pour les pays qui « violent » les règles budgétaires absurdes édictées par les traités européens. Malgré les critiques, il entend maintenant passer à l'acte et déposer en septembre un projet législatif allant en ce sens. Ce projet sera soumis aux Etats membres et au Parlement européen. Bref, il s'agira d'imposer l'austérité par une loi européenne. A l'europarlement, la gauche a tiré à mitrailles contre « des mesures qui vont accroître le chômage et l'exclusion sociale. » Et viderait de tout sens les choix d'électeurs d'orienter les politiques nationales. Là encore, c'est la démocratie, déjà bafouée, qui se viderait un peu plus de son contenu.

## Besoin d'alternative

Au total, il apparaît plus que jamais nécessaire de proposer une alternative politique construite chez nous et en Europe. Lors d'un séminaire sur les « réponses politiques à la crise » organisé par le réseau Transform !, il a été évoqué le besoin de « travailler à un front progressiste de toutes les forces européennes, politiques et sociales. Il faut refuser les cures d'austérité, mais aussi dissuader la croissance financière, développer de nouveaux services publics, voire imaginer des services publics européens. » Des rencontres pourraient être organisées dans plusieurs villes d'Europe pour constituer ce front progressiste.

En Belgique, il reste à nourrir d'un véritable projet, une stratégie convaincante et largement ouverte de sortie de crise et ouvrant la perspective de réformes progressistes. Les résultats électoraux du Front des gauches, qui a rassemblé six formations de la gauche alternative ont montré que bien du chemin reste à parcourir. En cette période d'offensive de l'Europe libérale et des gouvernements contre les conquêtes sociales, toute offre politique de gauche ne gagnera en crédibilité que dans un lien étroit avec des mobilisations sociales qui iront en se multipliant.

---

<sup>4</sup> « Pourquoi les G8 et G20 sont-ils inopérants pour la justice sociale ? » Par Damien Millet, Sophie Perchellet, Éric Tousseint, respectivement porte-parole et vice-présidente du CADTM France et président du CADTM Belgique. L'Humanité du 3 juillet 2010.